L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No 73 RUE DES CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

JEUDI MATIN, 27 MARS.

FRANCE.

Assemblée Nationale.

Séance de 4 mars.

PRÉSIDENCE DE M. GRÉVY.

DISCOURS DE M. THIERS.

Messieurs,

J'aurais voulu pouvoir me dispenser de monter à cette tribune. M. le garde des sceaux ayant, au nom du gouvernement, à l'unanimité du gouvernement, exprimé sa véritable pensée. (Bravos à droite.) Les questions réitérées, pressentes, qui m'étaient adressées, ont rendu nécessaire que j'ajoute aux paroles de M. le garde des sceaux quelques paroles qui les complètent.

Je viens, tout d'abord, soutenir le texte pur et simple, intégral, de la commission qui s'est chargée d'organisation des pouvoirs publics. Je vous expliquerai tout à l'heure les motifs qui nous ont fait nous rattacher au travail de cette commission. J'aurais pu en contester quelques expressions ; mais, en cherchant des expressions plus satisfaisantes pour nous tous, nous pouvions tomber dans le chaos. (Très bien).

Pour garantir mes devoirs envers le passé envers vous, j'ai passé sur bien des difficultés personnelles qui se trouvent dans le travail de la commission.

Je tenais surtout à cette prérogative de pouvoir prendre part quelquefois à vos délibérations. Elle a admis ce droit et je l'en remercie, car je le crois d'une incontestable utilité.

L'article 4 a décidé du discours très sincère que le gouvernement a donné à cette commission. Le projet donne des moyens d'action à cette république conservatrice qui nous régit.

Dans le Message, qui a été calomnié, nous avions exprimé la pensée du gouvernement sur des lois qu'on nous invite à présenter aujourd'hui. Quand nous les présenterons, bien des doutes seront dissipés, et justice nous sera rendue.

Le motif principal qui nous a fait agir, c'est le besoin de l'accord. (Très bien.) Cet accord, il faut l'étendre. Que reste-t-il dans le pays ? Cette Assemblée et celui qu'on a appelé son délégué, un titre dont je m'honore, car il contient l'expression de votre confiance.

Ce délégué ne pourrait gouverner s'il ne pouvait s'appuyer ici sur une majorité.

J'ai des idées arrêtées sur le gouvernement ; je ne suis plus à l'âge des indécisions, mais, à moins qu'on ne me demande à manquer à mes engagements, ce qu'on ne me demandera pas ici, je ferai tous les sacrifices possibles pour l'accord. (Bravos.)

Il y a dans le travail de votre commission une expression que j'aime bien, c'est celle qui promet que nous ne voudrons pas sans avoir donné au pays des institutions qui lui permettent d'établir un gouvernement régulier.

Il y a en d'abord désaccord entre la commission et nous, puis l'accord s'est fait au dernier moment. J'espère qu'il ne sera plus détruit. Je m'adresse à tous les hommes de bonne foi. Que feraient-ils à notre place ? De nombreux gouvernements ont été renversés dans notre pays par la division.

Les uns croient que la monarchie, qui a fait la France, est son gouvernement naturel, nécessaire, inéluctable. D'autres, et ils ne sont pas tous jeunes, mais tous sincères, croient à une forme nouvelle de république, et y voient, comme je le vois souvent moi-même, un des moyens le plus énergiques de maintenir l'ordre.

Ces deux grands partis subdivisent encore. Les hommes respectables qui veulent la monarchie ne désirent pas tous la même. Tous les républicains ne veulent pas la même République.

Devant ces partis, que fera le gouvernement ? S'il se prononce, on crie à la trahison. S'il se tait, on crie à l'équivoque.

Je fais appel à votre sincérité, à votre bonne foi. Faut-il pour exister quelques jours de plus qu'on nous ayons recours à des équivoques ?

Cela peut-il dire qu'il n'y a pas de moyen de gouverner notre pays ? Je ne le crois pas. Le moyen, nous vous l'avons indiqué à Bordeaux. On l'a appelé la trêve des partis. Cette trêve qui nous a inspiré mon discours de Bordeaux est aussi applicable à la circonstance actuelle qu'à celle d'alors.

Permettez-moi de vous présenter ce pacte de Bordeaux dans sa vérité. Lorsque vous avez mis sur mes faibles épaules les poids accablant du pouvoir, j'étais épouvanté de la situation que vous me déposiez. Je me suis demandé alors s'il y avait moyen de gouverner. Ce qui s'est passé dans mon âme s'est passé dans la vôtre. Nous avons d'un commun accord cherché le salut dans la trêve des partis. Du reste, nous n'avions pas le choix.

La vraie politique à suivre était indiquée. Le parti qui nous divisait le plus devait nous rallier. Un gouvernement existait : celui de la République. Il était entre les mains du parti républicain avancé. Pas un de vous n'a pensé à supprimer la République.

Mais tous nous avons compris qu'il fallait la faire passer les mains des exaspérés entre les mains des hommes modérés qui voulaient la paix avec l'ordre et la régénération du pays. C'est ainsi que nous sommes arrivés à faire de la république existante une république conservatrice.

Mais quel titre m'avez-vous donné ? Vous ne m'avez pas nommé chef du gouvernement provisoire ; vous m'avez nommé dûment Chef du pouvoir exécutif de la République française, et plus tard Président de la République française.

Les circonstances étaient difficiles, les villes du Midi avaient formé une fédération dangereuse, Paris était aux mains d'une démagogie armée comme elle ne l'avait jamais été, comme elle ne le sera jamais. (Très bien !) Le mérite de fait de cela une République conservatrice.

Nous n'avons pas fondé un gouvernement définitif, mais nous avons donné des chances d'existence au gouvernement définitif. Vous avez mis à la tête de ce gouvernement un fonctionnaire fidèle qui n'a pas travaillé à changer clandestinement votre République par surprise.

Quand nous avons quitté Bordeaux pour venir à Versailles, je savais qu'il nous faudrait une lutte terrible pour écraser cette démagogie insolente qui a fait la Commune. Cette lutte, je l'ai livrée au nom de la République et à son profit. Dans tous les actes publics le nom de la République intervenait. Mais j'avais promis de ne pas résoudre la question définitivement. J'ai tenu parole.

Président de la République, je vous ai promis de ne pas travailler clandestinement à la renverser au profit de certains intérêts ou de la dynastie marchande. Je n'ai favorisé aucune prétention d'aucune sorte, et l'Assemblée et le pays sont restés libres de leur choix. Rien n'est compromis. La liberté du pays est entière. (Bravos à droite.) Elle est entière à gauche et à droite. C'est à la majorité du pays à décider. (Bravos.)

Le pacte de Bordeaux signifiait, pour les uns, la certitude du présent ; pour les autres, la liberté de l'avenir. Pour moi, il signifiait que je gouvernerais comme le chef loyal d'une république.

Qu'a fait le pays depuis deux ans ? Il y a eu deux ans, il était envahi jusqu'à la Loire. Nous l'avions payé, résister à cette invasion que des hommes dévoués mais inhabiles avaient amenée. Aujourd'hui, nous l'avons libéré entièrement, nos d'autorité. Financièrement, les impôts votés par les mains de l'Assemblée nationale suffisent aux dépenses ordinaires de l'armée. Une fraude [illegible] à vaincre. Pour faire la part de la [illegible] la défaite, deux jours.

Il [illegible] quatre jours de plus, et j'ai eu le temps avec mon général en chef Jules Favre, avec mon ami [illegible] de traiter. Je ne me pardonnerais pas à moi-même si j'oubliais celui qui, en ce moment, a bien voulu associer sa signature à la mienne. (Bon ! très bien.)

La paix signée, il s'agissait de faire évacuer le territoire. Il y avait alors 40 départements envahis ; il n'y en a plus que 4 aujourd'hui, et j'espère qu'ils seront bientôt délivrés. (Applaudissements.)

Nous avons dû, en outre, écraser l'insurrection. J'aurais voulu que le sang répandu eût coulé pour la défense du pays. Il y a deux patriotes, le sol et la moralité publique. Il a fallu défendre la seconde contre le désarroi qui a été amené si fortement que je peux vous garantir ici que la fortune ne sera plus troublé dorénavant.

Il fallait après cela rétablir les finances. Nous avons reconquis la confiance du capital non-seulement du pays, mais de l'univers entier. Nous avons racheté le territoire pour 3 milliards et nous avons en ce moment ou il sera racheté tout à fait.

L'activité industrielle est plus grande aujourd'hui ne l'a jamais été.

Tels sont les progrès accomplis en deux années. Je suis entré dans ces détails pour vous prouver que le gouvernement, adopté ou regardé d'abord provisoire, a rempli la tâche dont il était chargé : il a fait avant promis de réaliser. Il s'agissait de ramener le pays ; je crois qu'il est un peu plus ramené.

Je n'ai dans les conditions strictes du pacte de Bordeaux en vous proposant de rendre définitif le gouvernement provisoire de la République, nous ne l'avons pas fait. Si vous croyez que le moment soit venu de constituer, vous nous le direz, et nous vous ferons connaître notre opinion franchement, sincèrement.

Comme Président de la République, je me crois le droit de recommander la République ; mais le moment n'est pas venu de voter des titres, il faut accomplir de grandes choses. Il ne faut pas mettre sous la même la conscience de patriotes nombreux et dévoués au pays.

Si dans notre Message j'ai parlé de faire la République, c'est que, comme vous tous, j'avais la conviction intime qu'il y avait quelque chose à faire. Vous êtes des constituants, vous le direz, et le pays, en vous nommant, n'a pas fait de réserves, n'a pour l'étendue de vos pouvoirs, ni pour leur durée. C'est vous qui avez décidé que vous notre République ? Je m'adresse à tous les hommes de bonne foi. Que feraient-ils à notre place ? De nombreux gouvernements ont été renversés dans notre pays par la division.

Les uns croient que la monarchie, qui a fait la France, est son gouvernement naturel, nécessaire, inéluctable. D'autres, et ils ne sont pas tous jeunes, mais tous sincères, croient à une forme nouvelle de république, et y voient, comme je le vois souvent moi-même, un des moyens le plus énergiques de maintenir l'ordre.

Ces deux grands partis se subdivisent encore. Les hommes respectables qui veulent la monarchie ne désirent pas tous la même. Tous les républicains ne veulent pas la même République.

Devant ces partis, que fera le gouvernement ? S'il se prononce, on crie à la trahison. S'il se tait, on crie à l'équivoque.

Je fais appel à votre sincérité, à votre bonne foi. Faut-il pour exister quelques jours de plus qu'on nous ayons recours à des équivoques ?

Cela peut-il dire qu'il n'y a pas de moyen de gouverner notre pays ? Je ne le crois pas. Le moyen, nous vous l'avons indiqué à Bordeaux. On l'a appelé la trêve des partis. Cette trêve qui nous a inspiré mon discours de Bordeaux est aussi applicable à la circonstance actuelle qu'à celle d'alors.

Permettez-moi de vous présenter ce pacte de Bordeaux dans sa vérité. Lorsque vous avez mis sur mes faibles épaules les poids accablant du pouvoir, j'étais épouvanté de la situation que vous me déposiez. Je me suis demandé alors s'il y avait moyen de gouverner. Ce qui s'est passé dans mon âme s'est passé dans la vôtre. Nous avons d'un commun accord cherché le salut dans la trêve des partis. Du reste, nous n'avions pas le choix.

La vraie politique à suivre était indiquée. Le parti qui nous divisait le plus devait nous rallier. Un gouvernement existait : celui de la République. Il était entre les mains du parti républicain avancé. Pas un de vous n'a pensé à supprimer la République.

Mais tous nous avons compris qu'il fallait la faire passer les mains des exaspérés entre les mains des hommes modérés qui voulaient la paix avec l'ordre et la régénération du pays. C'est ainsi que nous sommes arrivés à faire de la république existante une république conservatrice.

Mais quel titre m'avez-vous donné ? Vous ne m'avez pas nommé chef du gouvernement provisoire ; vous m'avez nommé dûment Chef du pouvoir exécutif de la République française, et plus tard Président de la République française.

Les circonstances étaient difficiles, les villes du Midi avaient formé une fédération dangereuse, Paris était aux mains d'une démagogie armée comme elle ne l'avait jamais été, comme elle ne le sera jamais. (Très bien !) Le mérite de fait de cela une République conservatrice.

Nous n'avons pas fondé un gouvernement définitif, mais nous avons donné des chances d'existence au gouvernement définitif. Vous avez mis à la tête de ce gouvernement un fonctionnaire fidèle qui n'a pas travaillé à changer clandestinement votre République par surprise.

Quand nous avons quitté Bordeaux pour venir à Versailles, je savais qu'il nous faudrait une lutte terrible pour écraser cette démagogie insolente qui a fait la Commune. Cette lutte, je l'ai livrée au nom de la République et à son profit. Dans tous les actes publics le nom de la République intervenait. Mais j'avais promis de ne pas résoudre la question définitivement. J'ai tenu parole.

Président de la République, je vous ai promis de ne pas travailler clandestinement à la renverser au profit de certains intérêts ou de la dynastie marchande. Je n'ai favorisé aucune prétention d'aucune sorte, et l'Assemblée et le pays sont restés libres de leur choix. Rien n'est compromis. La liberté du pays est entière. (Bravos à droite.) Elle est entière à gauche et à droite. C'est à la majorité du pays à décider. (Bravos.)

Le pacte de Bordeaux signifiait, pour les uns, la certitude du présent ; pour les autres, la liberté de l'avenir. Pour moi, il signifiait que je gouvernerais comme le chef loyal d'une république.

Qu'a fait le pays depuis deux ans ? Il y a deux ans, il était envahi jusqu'à la Loire. Nous l'avions payé, résister à cette invasion que des hommes dévoués mais inhabiles avaient amenée. Aujourd'hui, nous l'avons libéré entièrement, nos d'autorité. Financièrement, les impôts votés par les mains de l'Assemblée nationale suffisent aux dépenses ordinaires de l'armée. Une fraude [illegible] à vaincre. Pour faire la part de la [illegible] la défaite, deux jours.

Il [illegible] quatre jours de plus, et j'ai eu le temps avec mon général en chef Jules Favre, avec mon ami [illegible] de traiter. Je ne me pardonnerais pas à moi-même si j'oubliais celui qui, en ce moment, a bien voulu associer sa signature à la mienne. (Bon ! très bien.)

La paix signée, il s'agissait de faire évacuer le territoire. Il y avait alors 40 départements envahis ; il n'y en a plus que 4 aujourd'hui, et j'espère qu'ils seront bientôt délivrés. (Applaudissements.)

Nous avons dû, en outre, écraser l'insurrection. J'aurais voulu que le sang répandu eût coulé pour la défense du pays. Il y a deux patriotes, le sol et la moralité publique. Il a fallu défendre la seconde contre le désarroi qui a été amené si fortement que je peux vous garantir ici que la fortune ne sera plus troublé dorénavant.

Il fallait après cela rétablir les finances. Nous avons reconquis la confiance du capital non-seulement du pays, mais de l'univers entier. Nous avons racheté le territoire pour 3 milliards et nous avons en ce moment ou il sera racheté tout à fait.

L'activité industrielle est plus grande aujourd'hui ne l'a jamais été.

Tels sont les progrès accomplis en deux années. Je suis entré dans ces détails pour vous prouver que le gouvernement, adopté ou regardé d'abord provisoire, a rempli la tâche dont il était chargé : il a fait avant promis de réaliser. Il s'agissait de ramener le pays ; je crois qu'il est un peu plus ramené.

Je n'ai dans les conditions strictes du pacte de Bordeaux en vous proposant de rendre définitif le gouvernement provisoire de la République, nous ne l'avons pas fait. Si vous croyez que le moment soit venu de constituer, vous nous le direz, et nous vous ferons connaître notre opinion franchement, sincèrement.

Comme Président de la République, je me crois le droit de recommander la République ; mais le moment n'est pas venu de voter des titres, il faut accomplir de grandes choses. Il ne faut pas mettre sous la même la conscience de patriotes nombreux et dévoués au pays.

Si dans notre Message j'ai parlé de faire la République, c'est que, comme vous tous, j'avais la conviction intime qu'il y avait quelque chose à faire. Vous êtes des constituants, vous le direz, et le pays, en vous nommant, n'a pas fait de réserves, ni